

1. Intitulé du projet

Centre de dépollution VHU et regroupement de métaux SARL JEANMOUGIN à Mathay 25

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

SARL JEANMOUGIN

N° SIRET

84432457400012

Forme juridique

SARL

Qualité du
signataire

M. Hervé JEANMOUGIN - Cogérant

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées :

☐

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

03 81 35 24 64

Adresse électronique

commerciale-sarl.jeanmougin@hotmail.com

N° voie

Type de voie

Nom de voie

chemin de la Prusse

Lieu-dit ou BP

Code postal

25 700

Commune

MATHAY

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

STORTI Aurélie

Service

Société

SARL JEANMOUGIN

Fonction

Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

chemin de la Prusse

Lieu-dit ou BP

Code postal

Commune

N° de téléphone

06 34 47 46 86

Adresse électronique

commerciale-sarl.jeanmougin@hotmail.com

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie

Type de voie

Nom de la voie

chemin de la Prusse

Lieu-dit ou BP

Code postal

25 700

Commune

MATHAY

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

Le site de la SARL JEANMOUGIN à MATHAY est exploité depuis plusieurs années pour des activités de démontage / dépollution de VHU, et collecte / regroupement / tri de métaux et déchets de métaux non dangereux, pour partie sur apport par le producteur initial de ces déchets. Au titre de l'activité VHU, l'exploitant bénéficie de l'agrément n° PR 25000014D délivré par arrêté n°DREAL-UTNFC-20150423-001 du 23/04/2015, renouvelé par arrêté du 05/07/2021.

Le développement du volume d'activité de l'établissement ces dernières années a conduit progressivement à augmenter les surfaces dédiées sur site aux activités VHU et METAUX, désormais soumises à Enregistrement au titre des rubriques 2710-2, 2712-1 et 2713 de la nomenclature des ICPE.

Pour régulariser sa situation, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'enregistrement ICPE en avril 2021. Cette demande n'a pas pu aboutir pour cause notamment d'incompatibilité au PLU communal.

Par arrêté préfectoral du 05/07/2021, l'exploitant a été mis en demeure de régulariser sa situation dans un délai d'1 an. La poursuite de l'exploitation du site a donc été tolérée dans l'attente de la modification du PLU communal, finalement intervenue courant mai 2022.

Tenant compte de ce qui précède, la SARL JEANMOUGIN dépose par la présente, pour son site de Mathay, une nouvelle demande d'enregistrement au titre des rubriques 2710-2, 2712-1 et 2713 de la nomenclature des ICPE.

Dans le cadre de cette demande d'enregistrement ICPE, l'exploitant envisage des modifications significatives de son site afin de lui permettre de respecter les exigences applicables au titre des ICPE à ses activités classées, et améliorer ses conditions de travail.

Les travaux envisagés concernent notamment la construction d'un nouvel atelier VHU, le revêtement des sols actuellement majoritairement non couverts, la mise en place de réseaux d'assainissement pluvial, la défense incendie du site et la rétention des eaux d'extinction associée, et plus largement la réaffectation des aires de travail et stockages sur site, en lien avec les activités exercées et les exigences applicables notamment en termes d'accès des services de secours.

Compte tenu de l'ampleur de ces travaux, la réalisation effective de ce projet de réorganisation est envisagée dans un délai de 18 mois (travaux et aménagements finalisés au plus tard fin 2023).

La présente demande d'enregistrement ICPE tient compte de ce projet, dont le détail est précisé ci-dessous et dans le dossier.

Le site exploité par la SARL JEANMOUGIN totalise une surface de 11950 m², répartie comme suit après réorganisation :

- 1350 m² destinés à l'activité VHU (ICPE 2712-1) ;
- 4700 m² destinés à l'activité METAUX (ICPE 2713 et 2710-2) ;
- 2000 m² de voiries et aires de circulation sur site (accès clients et secours depuis la voie publique) ;
- 1250 m² d'aires techniques destinées à recevoir les matériels, véhicules et engins d'exploitation ;
- 850 m² d'aires de service dédiées au bâtiment « bureau / accueil client », au « local salariés », et aux aires de stationnement et attente des clients PL / VL ;
- 450 m² dédiés aux équipements de défense incendie et de gestion de l'eau (réserve d'eau 120 m³ / rétention 160 m³/bac d'orage 80m³) ;
- 850 m² à usage privatif de l'exploitant (habitation, cour, jardin) et 500m² d'espace sverts

Concernant l'activité VHU, elle se déroulera sur des aires extérieures de réception et stockage, et dans un nouveau bâtiment en structure métallique et bardage / toiture en bacs acier, dont environ 280 m² seront dédiés aux activités de démontage / dépollution des VHU, ainsi qu'au stockage de fluides et déchets extraits des véhicules. Ce bâtiment sera équipé d'un dallage béton déconnecté des aires extérieures. Les aires extérieures de stockage dédié accueilleront respectivement les VHU en attente de dépollution, des bennes étanches permettant le stockage des pièces souillées extraites des VHU (moteurs notamment), les autres pièces non souillées extraites de véhicules (métaux, plastiques, verre, pneus), et enfin les VHU dépollués compactés. Les opérations de démontage / dépollution réalisées sur site par la SARL JEANMOUGIN sont détaillées dans son dossier de demande de renouvellement d'agrément VHU déposé en 2021.

Concernant l'activité METAUX, elle vise des déchets à la fois collectés par la société sur les sites de ses clients, et des apports directs sur site par leurs producteurs initiaux (particuliers ou professionnels) ou des intermédiaires. Cette activité est donc visée conjointement par 2 rubriques de la nomenclature. Pour la rubrique ICPE 2713 (transit / regroupement / tri), la capacité retenue est la surface totale dédiée sur site à l'activité Métaux, soit 4700 m².

Pour la rubrique ICPE 2710-2 (collecte de déchets apportés par le producteur initial), la capacité correspondante est le volume total de ces déchets avant toute opération de tri réalisée sur site par l'exploitant. Le volume d'activité correspond à 6 casiers béton de 300 m³ et environ 2 m de stockage sur 2000m² soit 5800 m³ pour l'activité Métaux.

Les surfaces concernées sur site comprendront des aires extérieures de réception / dépôt / tri équipées d'une presse-cisaille à moteur thermique, une aire de découpe au chalumeau propane / oxygène des grosses pièces métalliques (avec stock d'oxygène < 2 tonnes non classé ICPE rubrique 4725), des aires extérieures de dépôt des métaux triés, et d'un local d'entreposage des métaux nobles triés (cellule d'environ 120 m² aménagée dans le bâtiment VHU). Seuls des métaux et déchets de métaux non dangereux sont accueillis par le site. Après réception et stockage temporaire, un tri est effectué selon le type de métal, et les pièces sont le cas échéant découpées et/ou compactées avant stockage par catégories de matériaux.

Les aires extérieures dédiées aux activités VHU et Métaux seront, à terme, toutes revêtues par dallage béton ou enrobés, permettant la collecte et la gestion des écoulements pluviaux. Au total, la surface desservie en assainissement pluvial sur site sera d'environ 5800 m² (aires revêtues dont les écoulements pluviaux sont interceptés et gérés). Le projet n'est donc pas soumis à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature IOTA annexée à l'art. R.214-1 du Code de l'Environnement.

Le site SARL JEANMOUGIN de Mathay sera exploité toute l'année hors dimanches et jours fériés, sur des plages horaires pouvant aller de 7h le matin à 20h le soir. Le samedi, l'accueil des clients sera limité à la matinée (7h-12h maximum), l'après-midi étant réservée aux opérations de rangement et entretien du site et des matériels d'exploitation.

4.2 Votre projet est-il un :Nouveau site ☐Site existant ☐**4.3 Activité**

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2712-1	Entreposage, dépollution, démontage de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure à 100 m ²	Atelier de dépollution / démontage des VHU et aires de stockage associées à l'activité VHU : 1350 m ²	E
2713	Transit, regroupement, tri de métaux et déchets de métaux non dangereux, la surface de l'installation étant supérieure à 1000 m ²	Aires de réception / tri / préparation / stockage de métaux et déchets de métaux non dangereux : 4700 m ²	E
2710-2	Collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial, le volume total de déchets présent étant supérieur ou égal à 300 m ³	Volume de déchets apportés par leurs producteurs initiaux avant toute opération de tri sur site : 5800 m ³	E

4.4 Installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA) :

Votre projet est-il soumis à une ou plusieurs rubrique(s) relevant de la réglementation IOTA ? Oui ☐ Non ☐

Si oui :

- la connexité de ces IOTA les rend-elle nécessaires à l'installation classée ? Oui ☐ Non ☐

- la proximité de ces IOTA avec l'installation classée est-elle de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ?
Oui ☐ Non ☐

- indiquez la (ou les) rubrique(s) concernée(s) :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA)	Régime

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel, sous réserve des aménagements demandés au point 5.2. Ce document devra également permettre de justifier que votre installation soumise à déclaration connexe à votre activité principale fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :

Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPBE "Pays de Montbéliard agglomération" arrêté le 19/12/2013 PPBE "Doubs" approuvé le 24/07/2019
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Mathay est concernée par le PPRI du Doubs et de l'Allan approuvé le 27/05/2005. Le site SARL JEANMOUGIN accueillant le projet n'est concerné ni par les zones d'aléa inondation ni par le zonage réglementaire définis dans le cadre de ce PPRI. La commune de Mathay n'est pas concernée par un PPRT
Dans un site ou sur des sols pollués ? <i>[Site répertorié dans l'inventaire BASOL]</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? <i>[R.211-71 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site le plus proche : Côte de Champvermol (ZSC n°FR4301289 / ZPS n°FR4312032) localisé au plus près à 1,8 km au Sud-Est du site
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site le plus proche : Théâtre gallo-romain de Mandeure (SC 25 013) localisé au plus près à 1,3 km au Sud-Est du site

7. Effets notables que le projet, y compris les éventuels travaux de démolition, est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les activités exercées sur site n'induisent pas de consommations d'eau hors usages sanitaires
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de drainages ou modifications prévisibles sur les ressources en eau souterraine
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les travaux envisagés ne seront pas excédentaires en matériaux Tous les matériaux extraits le cas échéant seront réutilisés sur site
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les travaux envisagés ne seront pas déficitaires en matériaux. En cas de besoin, réutilisation de matériaux préalablement excavés
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet concerne un terrain déjà à usage d'activités.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet concerne un terrain déjà à usage d'activités.

¹

Non concerné

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet concerne un terrain déjà à usage d'activités.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet concerne un terrain déjà à usage d'activités.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de risques technologiques identifiés aux abords du site Pas de risques technologiques apportés par le projet Les risques (incendie notamment) sur site sont gérés par le respect des exigences applicables selon réglementation des ICPE
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de risques naturels identifiés sur site ou à ses abords proches Pas de contribution aux risques naturels liée au projet
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de risques sanitaires identifiés aux abords du projet Pas de risques sanitaires notables induits par le projet
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?		X		Les risques liés à l'usage / à la présence de produits dangereux sur site (carburants / fluides VHU) sont gérés par le respect des exigences applicables selon réglementation des ICPE
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'établissement génère des déplacements poids-lourds et camionnettes liés à la réception / expédition des déchets gérés. Le projet ne modifie pas le niveau actuel de trafic associé à l'activité du site (20 PL/jour - 40 VL/jour en moyenne)
	Est-il source de bruit ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'établissement est source de bruit lié aux déplacements ci-dessus, aux déplacements d'engins sur site, à la manutention de VHU et déchets métalliques, au fonctionnement des matériels d'exploitation (dont presse-cisaille)
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?		X		Il n'est pas identifié de sources notables de nuisances sonores aux abords du site
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'établissement n'est pas à l'origine d'émissions notables d'odeurs
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?		X		Il n'est pas identifié de sources notables d'odeurs aux abords du site
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'établissement n'est pas à l'origine d'émissions notables de vibrations.
	Est-il concerné par des vibrations ?		X		Il n'est pas identifié de sources notables de vibrations aux abords

	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'établissement n'est pas à l'origine d'émissions lumineuses (activité de jour uniquement, sans éclairage extérieur)
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?		X		Il n'est pas identifié de sources notables d'émissions lumineuses aux abords du site
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Hors fonctionnement des moteurs thermiques des véhicules / engins / matériels d'exploitation, l'établissement ne génère pas de rejets atmosphériques
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Hors effluents sanitaires et pluviaux, l'établissement ne génère pas de rejets liquides
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Eaux sanitaires (bureaux / local salariés) : assainissement autonome Eaux pluviales de toitures (non souillées) : collecte et infiltration Eaux pluviales de surfaces extérieures revêtues : collecte, traitement en débourbeur / séparateur à hydrocarbures, bac tampon orage puis infiltration NB : le site n'est pas desservi en réseau public d'assainissement
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'activité du site participe à la gestion des déchets automobiles et métalliques à l'échelle régionale. L'établissement produit donc des déchets dangereux et non dangereux liés à ses activités VHU et METAUX. Les déchets dangereux sont liés aux opérations de dépollution des VHU (fluides / filtres / etc.) et aux besoins de maintenance des matériels utilisés sur site (huiles / graisses notamment).
Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de sensibilités patrimoniales présentes aux abords proches du site Pas d'atteintes prévisibles aux éléments patrimoniaux recensés plus loin (site classé à une distance d'1,3 km au Sud-Est notamment)
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet concerne un terrain déjà à usage d'activités.

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences du projet, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☐ Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les probables effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Déplacements : une signalétique adaptée en entrée du site permettra de gérer le risque routier associé au trafic routier induit.
Bruit : les nuisances sonores de l'établissement se limitent à ses horaires d'activité (de jour, hors dimanches et jours fériés).
Un capotage insonorisant sera mis en place sur le moteur de la presse-cisaille (équipement le plus bruyant sur site).
Effluents : les eaux des aires extérieures sont collectées et traitées par débourbeur/deshuileur avant rejet. L'atelier de dépollution des VHU est sur dallage béton. Tous les liquides dangereux sont stockés sur rétention adaptée convenablement dimensionnée.
Déchets : des filières autorisées de traitement / valorisation sont définies pour tous les types de déchets sortant de l'établissement

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement].

Proposition de l'exploitant : usage futur à vocation d'activités artisanales / industrielles (usage similaire à l'existant).

Avis du propriétaire : courriers de consultation, voir avis favorables (voir PJ8).

Avis de M. le Maire de Mathay : courrier de consultation du 16/05/2022, avis favorable du même jour (voir PJ9).

9. Commentaires libres

Dans l'annexe de la pièce jointe n°6, après le justificatif du respect des prescriptions de la rubrique 2712-1, le protocole VHU actuel ainsi qu'un descriptif du site futur sont insérés (pages 35 à 45)

10. Engagement du demandeur

A MATHAY

Le 5/09/2022

Signature du demandeur

Pour la SARL JEANMOUGIN,
M. Hervé JEANMOUGIN (co-gérant)

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7 , le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Requête pour une échelle plus réduite <input checked="" type="checkbox"/> : échelle 1/325ème En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 512-7-3 dont le pétitionnaire dispose ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input type="checkbox"/>

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. – Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. – La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. – La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste	

suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : <i>[9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 <i>[article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]</i> . Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence <i>[Art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; <i>[1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 <i>[2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> . Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation <i>[2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites <i>[II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables <i>[III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : <i>[IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> :	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; <i>[1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; <i>[2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous <i>[3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions de l'article 229-6 :	
P.J. n°14. - La description :	<input type="checkbox"/>

<ul style="list-style-type: none"> - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures de surveillance prises en application de l'article L. 229-6. Ces mesures peuvent être actualisées par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même article sans avoir à modifier son enregistrement 	
P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne une installation d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW :	
P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
Si votre projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910 :	<input type="checkbox"/>
P.J. n°18. - Indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP	

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :
 Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>